

Interview de Jean-Marie Robine, co-responsable du groupe «Recherche» du Collège SHS

Pouvez-vous vous présenter et nous expliquer votre trajectoire dans le domaine du vieillissement ?

Ma trajectoire dans le domaine du vieillissement est trivialement existentielle et expérientielle. Au-delà de la boutade qui consiste à dire que je vieillis de 24 heures par jour comme tout le monde, je trouve l'objet vieillissement intéressant parce qu'il est universel et partageable par tous.

Je me suis intéressé très tôt aux conditions de vie en établissement en rendant visite à des anciens Poilus de la guerre 1914-1918 pour faire des récits de vie lorsque j'avais 16-17 ans. Je m'approchais de l'âge de mobilisation de mes interlocuteurs désormais très âgés et je voulais comprendre l'histoire à partir du vécu de ces hommes. J'ai compris l'importance de la transmission de la mémoire à cette occasion mais j'ai également vu ce qu'était l'habitat collectif dans de grandes salles communes. Ce n'est plus le cas grâce à différentes lois qui sont intervenues depuis. Dans mes études en sciences politiques j'ai souhaité comprendre comment les politiques publiques pouvaient changer les choses et en quoi les retraités et leurs organisations pouvaient être intégrés dans les processus décisionnels. J'ai fait une thèse sur ce sujet sous la Direction d'Anne-Marie Guillemard et je suis parti aux Etats-Unis grâce à une bourse *Fulbright* pour travailler un an à la commission « Vieillesse » du Sénat américain afin d'observer le « *Lobby gris* ». Dix ans plus tard, je suis retourné sur la Côte Est au *Centre for European Studies* de Harvard pour continuer mon travail. Entre temps, je suis devenu Maître de conférences à l'Université de Franche-Comté et membre de l'EA « Ethique, Politique et Santé » à l'Université Paris Descartes. J'ai également fondé le Réseau d'Etudes sur l'Age la Citoyenneté et l'Intégration Socioéconomique (REIACTIS) qui a pour but de promouvoir ces thématiques sur le plan international. En France, j'ai participé à la création et à l'animation du réseau de sociologie de la vieillesse et du vieillissement (RT7). Il me paraît en effet essentiel au-delà de nos carrières individuelles d'enseignants chercheurs de donner un peu de temps au collectif.

Pourquoi avoir accepté de coordonner la démarche du Livre blanc ?

Sans doute avec une bonne part d'inconscience, beaucoup de curiosité et le sentiment qu'il était nécessaire de participer à un mouvement de réflexion collectif sur ce que je vivais en tant que chercheur et enseignant. Confronté à la réalité internationale de par mes activités académiques, j'éprouve très souvent la dure réalité des décalages dans les moyens et les perspectives avec mes partenaires Nord-européens et Anglo-Saxons notamment. Et par ailleurs, je vois également l'immense besoin d'articulation entre la recherche et les politiques nationales et locales mais aussi l'intervention sociale au sens large. Je ne suis de loin pas le seul à faire ce constat et je pense qu'on est plus fort à plusieurs. Le collège SHS a soutenu l'idée de rassembler les personnes de bonne volonté souhaitant avancer dans la réflexion et a donné des moyens concrets pour cela.

Quels sont les enjeux ?

Ils sont nombreux mais je pense qu'il est essentiel de réfléchir aux apports nombreux des SHS sur le vieillissement. Les sociétés contemporaines dans les pays riches sont fondamentalement marquées par les évolutions liées à la longévité comme le rappelle Jean-Marie Robine dans son interview sur ce blog.

Il me semble que des questions aussi cruciales que l'analyse des politiques publiques, du contexte économique mais aussi des mutations sociétales et technologiques auront des conséquences fondamentales sur la manière dont les pays et l'Europe se prépareront au vieillissement des populations. Des questions aussi cruciales de l'évolution du taux de pauvreté, de la précarité dans l'emploi des seniors ou dans leur niveau de vie à la retraite, mais aussi l'isolement, l'accès aux soins et l'intégration sociale des retraités sont autant de questions sur lesquelles les SHS ont beaucoup à apporter. Sans compter les adaptations socio-économiques qu'entraîne le vieillissement de la population. La connaissance des populations, de leurs attitudes, de leur comportement et de leurs attentes est essentielle si nous voulons préparer nos sociétés à ce qui nous attend. Et au-delà, l'analyse de l'action publique, des formes d'intervention sociale et des pratiques professionnelles peut aussi aider à mieux mettre en phase nos modes d'intervention avec les besoins et les attentes liés au vieillissement des populations. Ces chantiers sont considérables, et dans une société de la connaissance qui traverse les tendances démographiques actuelles, ils représentent des enjeux majeurs.

Quels éléments saillants ressortent de vos consultations ?

Il est sans doute prématuré de donner des conclusions et nous avons encore beaucoup à faire pour synthétiser. Je ne peux donner qu'un sentiment personnel qui n'engage que moi. Mais au terme des nombreuses auditions, je suis frappé par l'éclatement de la recherche française sur le vieillissement. Il existe quelques pôles avec des masses critiques mais ils sont encore rares dans l'Hexagone. Cette grande dispersion condamne souvent les chercheurs à l'isolement mais en même temps les pousse aussi à se lier en réseau.

Le second constat porte sur les grandes faiblesses de l'interdisciplinarité dont on ne cesse pourtant de chanter les louanges. Dans la réalité, l'interdisciplinarité et la pluridisciplinarité se heurtent à une conception de la recherche et de l'enseignement supérieur organisée en silos disciplinaires sur lesquels reposent à la fois la valorisation scientifique et l'évolution des carrières.

J'ajouterai qu'il existe en France sans doute plus qu'ailleurs un clivage et une méfiance très forte entre la médecine, ou ce qui est communément désigné comme le « pouvoir bio-médical », et les disciplines du SHS. Une partie de ce pouvoir et de cette volonté d'hégémonie est fantasmée mais une autre repose sur des faits bien réels et un passé assez lourd avec l'épisode de l'Institut de la Longévité au début des années 2000 où bon nombre d'acteurs de la recherche en SHS ont eu l'impression d'être relégué à la position d'une « cerise sur le gâteau » par rapport aux sciences dites « dures ». Ce ressentiment apparaît encore très fortement dans les propos des personnes que nous avons interviewées.

Ajoutons à ce constat que la communauté gérontologique, qui regroupe l'ensemble des acteurs des différentes disciplines travaillant sur le vieillissement, n'existe pas en tant que telle en France. Nous constatons chaque jour dans les groupes de travail les multiples cloisonnements et l'absence de prospective d'ensemble au niveau collectif de la part des acteurs de la recherche. Aux Etats-Unis comme dans certains pays Anglo-saxons, la société civile structure plus fortement la réflexion et la parole collective dans le domaine gérontologique avec des associations très puissantes. Dans un pays comme la France,

beaucoup d'attentes se portent sur l'Etat. Et sur ce point, il existe effectivement des carences tant sur le plan de l'état des lieux de la recherche que sur celui de l'enseignement supérieur dans le domaine du vieillissement. Des initiatives existent, nous les présenteront et nous devons les saluer. Mais nous manquons d'instruments de pilotage à la fois photographiques et dynamiques permettant de structurer durablement l'action autour d'une vision d'ensemble fondée sur une volonté de compréhension durable des grands enjeux et des défis liés au vieillissement. Cette vision doit prendre en compte les priorités des politiques publiques et les enjeux économiques mais aussi les autres éléments d'agenda propre à la recherche en SHS elle-même.

Dans ce contexte quelle est la finalité du livre blanc ?

Très modestement, le processus engagé dans le cadre des groupes du livre blanc - tout imparfait qu'il soit - est de permettre les échanges entre les membres de la communauté scientifique et de réfléchir ensemble. Ce processus démultiplie, par agrégation, la densité de la réflexion et le poids des individualités qui les composent et renforce ainsi la surface et l'écho de leur analyse. La démarche consiste aussi à construire un document proactif et partageable autour d'un diagnostic intersectoriel et interdisciplinaire.

Le livre blanc doit aider à faire émerger des constats, des analyses et des suggestions en permettant à la communauté scientifique de s'exprimer à partir de son expérience de la recherche et de l'enseignement au quotidien.

Il doit préparer également quelques balises à minima et des éléments de discussion structurés permettant d'entamer un dialogue constructif avec les décideurs politiques, le milieu professionnel et les acteurs de la société civile. Il s'agit donc aussi de cultiver et de développer les relations avec les milieux de la pratique et de la décision publique et privée. Nous avons besoin de créer durablement des plateformes d'échange qui ouvrent le jeu et favorisent l'interconnaissance entre ces différentes sphères pour tenter de trouver des solutions et se sortir par le haut de la situation actuelle. C'est à la fois modeste et considérable.

Qu'attendez-vous de la rencontre du 24 mars au Ministère et du Livre Blanc ?

Il faudra du temps, de la patience et une conjugaison des volontés et des pouvoirs. C'est la raison pour laquelle il faut rester tout à fait modeste. Je ne crois pas aux lendemains qui chantent. Surtout aux vues de la situation de départ dans l'Hexagone. Il est bien entendu que la rencontre du 24 mars 2014 et le Livre blanc n'y suffiront pas. Mais ils marquent une étape. Il faut rendre hommage ici aux chercheurs et chercheuses de tout premier rang qui ont accepté d'initier le mouvement malgré des emplois du temps surchargés. Mais aussi plus généralement à l'ensemble de celles et ceux par qui vivent la recherche et l'enseignement au quotidien, celles et ceux qui innovent et préparent l'avenir souvent dans des contextes difficiles. Ce sont ces voies aussi que nous allons mettre en avant le 24 mars et dans le livre blanc et à qui nous allons permettre de s'exprimer durant les débats. Au terme de ce travail nous aurons, je l'espère fait œuvre utile. D'autres initiatives favoriseront ensuite un contexte d'ouverture, au sein du collège SHS, mais aussi dans le GDR ou ailleurs.

N'est-ce pas finalement qu'un rapport du plus ?

Bien sûr, on peut aussi jouer la carte du scepticisme, du déclinisme inéluctable et de l'immobilisme. C'est finalement la posture la plus confortable et souvent la plus payante à court terme en France. Réunir autant de personnalités, conduire des auditions, initier une

telle démarche est une entreprise très difficile, chronophage et souvent ingrate tant pour celui qui la coordonne que pour ceux qui y participent. Il faut à nouveau leur rendre hommage. Mais à nouveau, l'idée est de passer d'une posture réactive à une attitude proactive et constructive dans le débat. Je doute que l'attentisme soit le bon message à adresser aux nouvelles générations, à nos partenaires européens, à l'ensemble des acteurs du secteur gérontologique et finalement aux personnes âgées elles-mêmes et à la société dans son ensemble.

Evidemment, ce type d'initiative a les forces et les faiblesses propres au « prototype ». La rencontre du 24 mars et le livre blanc sont des opportunités. Et ce à un moment clef dans les débats actuels. Le livre blanc sera ce que chacun en fera dans ses contributions, dans le temps qu'il lui consacra, dans les échos qu'il lui donnera ensuite et dans les énergies qu'il libérera pour porter la démarche. Nous avons des signes encourageant pour le moment, et pour continuer le mouvement, j'invite celles et ceux qui s'y intéressent à participer aux débats du 24 mars 2014.